

N°400  
SEPTEMBRE  
2023

# BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence  
France Trésor

page 1

Actualité  
économique

page 2

Données générales  
sur la dette

page 3

Marché  
secondaire

page 5

Dettes négociables  
de l'État

page 6

Économie française et  
comparaisons internationales

page 8

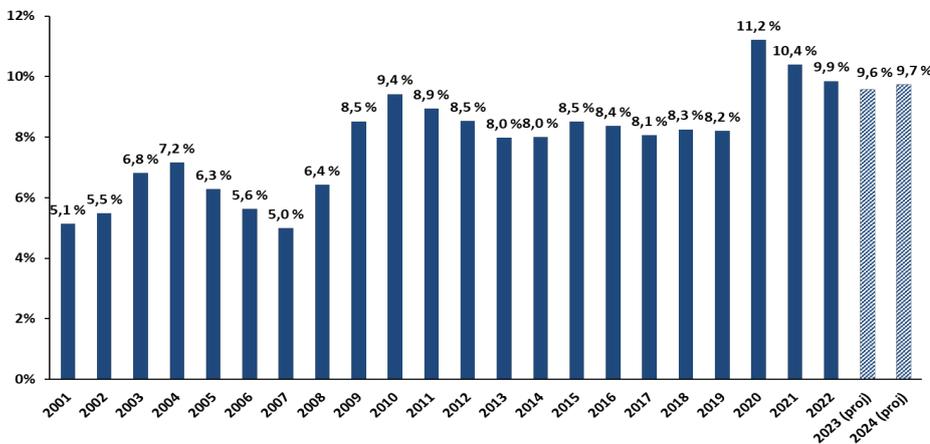
Actualité de l'Agence  
France Trésor

## PROJET DE LOI DE FINANCES 2024 : BESOINS DE FINANCEMENT DE L'ÉTAT EN 2024

Le projet de loi de finances pour 2024 a été présenté en Conseil des ministres le 27 septembre 2023. Il prévoit un besoin prévisionnel de financement de l'État de 299,7 milliards d'euros, en baisse de 10,6 milliards d'euros comparé au besoin de financement 2023 actualisé, du fait principalement d'un déficit budgétaire de 144,5 milliards d'euros, en baisse de 27,6 milliards d'euros par rapport au déficit actualisé pour 2023, et de 160,2 milliards d'euros d'amortissement de dette à moyen et long terme venant à échéance en 2024, en hausse de 10,6 milliards d'euros par rapport à 2023.

Ce besoin de financement sera couvert par (i) le programme d'émission de titres d'État à moyen et long terme à hauteur de 285,0 milliards d'euros net de rachats, (ii) 7,7 milliards d'euros de hausse de l'encours des titres d'État à court terme (BTF), (iii) 6,5 milliards d'euros d'amortissement de dette Covid par la Caisse de la dette publique, (iv) et d'autres ressources de trésorerie pour un montant de 0,5 milliard d'euros.

Programme de financement en points de PIB



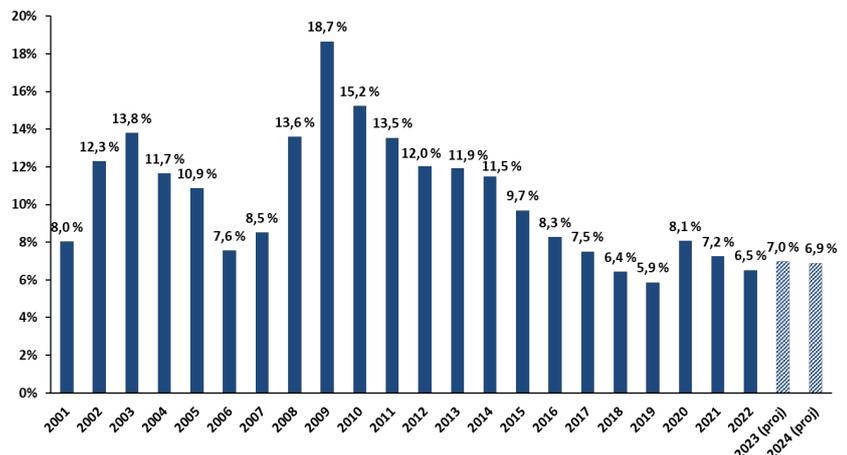
L'État émettra 285 milliards d'euros de titres de dette à moyen et long termes nets des rachats en 2024, un montant en hausse de 15 milliards d'euros par rapport à 2023, mais similaire rapporté au produit intérieur brut (PIB). En effet, la taille du programme de financement de l'État représentera 9,7 % du PIB à comparer à un ratio de 9,9 % en 2022 et 9,6 % prévu pour 2023. L'encours de titres à court terme sera, quant à lui, rehaussé de 7,7 milliards d'euros par rapport à la fin d'année 2023, et continuera à s'établir à environ 7% de la dette.

Le PLF prévoit une charge budgétaire de la dette d'un montant de 52,2 milliards d'euros en 2024, en baisse de 3,3 milliards d'euros par rapport à 2023, principalement sous l'effet du reflux prévu de l'inflation.

S'agissant de l'année 2023, l'État a déjà réalisé fin septembre environ 85 % de son programme de financement net des rachats pour 2023 (270 Md€).

Depuis le début de l'année 2023, le taux moyen pondéré sur les émissions de dette d'État à moyen et long terme ressort à 2,95 %, à comparer à un taux de 1,43 % en 2022 et des moyennes de 1,16 % sur la période 2009-2021 et de 4,15 % sur la période 1998-2008.

Part des BTF dans l'encours de dette



**Les taux directeurs ont probablement atteint leur point haut dans la zone euro – et en sont proches au Royaume-Uni et aux États-Unis s'ils n'y sont pas déjà parvenus.** Même si le ton était plutôt offensif pendant la conférence de presse de la Banque centrale européenne (BCE) et si des « sources » invitent à ne pas exclure un nouveau tour de vis monétaire lors de la réunion de décembre, il est difficile de ne pas voir le relèvement de septembre comme le dernier acte du cycle haussier entamé il y a plus d'un an. Plusieurs arguments plaident dans ce sens.

**Premièrement, le communiqué de la BCE envoie un message relativement clair, à savoir que dans un scénario central, les taux sont suffisamment restrictifs** pour que l'inflation atteigne l'objectif visé dans un laps de temps raisonnable, à condition qu'ils restent à leur niveau actuel pendant assez longtemps. Pour en reprendre les termes exacts : « Sur la base de son évaluation actuelle, le Conseil des gouverneurs considère que les taux d'intérêt directeurs de la BCE ont atteint des niveaux qui, maintenus pendant une durée suffisamment longue, contribueront fortement au retour au plus tôt de l'inflation au niveau de l'objectif. Les futures décisions du Conseil des gouverneurs feront en sorte que les taux d'intérêt directeurs de la BCE soient fixés à des niveaux suffisamment restrictifs, aussi longtemps que nécessaire. »

Le passage d'une dynamique de relèvement à une logique de stabilisation des taux au niveau auquel ils se trouvent marque un tournant. Christine Lagarde elle-même a laissé entendre que la préoccupation première était désormais davantage la durée pendant laquelle les taux resteraient élevés plutôt que leur niveau. Si l'on ajoute à cela que le vote n'a pas été unanime, certains membres du Conseil des gouverneurs s'étant prononcés en faveur d'une pause plutôt que d'un relèvement, nous avons de bonnes raisons de penser qu'après le resserrement de septembre, appliquer d'autres hausses serait très difficile en l'absence de nouveautés majeures.

**Deuxièmement, la conjoncture macroéconomique plaide en faveur d'une politique monétaire prudente.** L'activité de la zone euro a stagné au premier semestre et ne devrait pas faire mieux ce trimestre. Pire : le risque de récession ne peut pas être écarté. Qui plus est, la BCE a fondé ses prévisions macroéconomiques sur des hypothèses quelque peu obsolètes, en tout cas s'agissant de la croissance du PIB au deuxième trimestre (elle tablait sur une croissance implicite de 0,3 %, quand Eurostat l'estime à 0,1 % dans sa dernière révision, postérieure à la date d'arrêté des projections de la BCE). Les pronostics pour le troisième trimestre (une stabilité en glissement trimestriel) paraissent optimistes eux aussi, les entreprises interrogées dans le cadre des enquêtes de conjoncture anticipant une quasi-récession durant la période estivale.

**Troisièmement, la BCE prévoit d'ores et déjà que l'objectif d'inflation sera atteint au second semestre 2025 – la hausse des prix passant même sous la cible de 2 % au quatrième trimestre –, laissant penser que la politique monétaire a rempli son office (et pourrait même être allée au-delà)...**, et ce malgré les hypothèses de croissance optimistes évoquées plus haut. Peut-être l'institution monétaire a-t-elle perdu confiance dans ses propres prévisions, mais en tout état de cause, n'oublions pas qu'il y a seulement quelques années, une prévision d'inflation de 1,9 % à moyen terme aurait été interprétée par les marchés comme le signal clair que la « mission était accomplie »... Certains éléments de la prévision d'inflation publiée par la BCE nous paraissent en outre un peu excessifs : d'après les projections de septembre, la composante énergie de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) gagnerait encore près de 6 % durant l'année à venir. Or, bien que la hausse récente des cours du pétrole laisse présager un regain des tensions, il semble difficile que les prix énergétiques moyens ne montrent pas au moins quelques signes de fléchissement, étant donné que les prix du gaz ont nettement reflué par rapport à leur point haut et que la demande devrait être plus faible jusque début 2024 et au-delà. En réalité, l'essentiel de l'augmentation est imputable aux effets estimés du retrait des mesures de soutien budgétaire – qui ont stimulé la croissance et limité l'accélération de l'inflation en 2022 et 2023 –, retrait qui devrait doper l'inflation en 2024. Toutefois, la plupart de ces aides ont eu pour effet de plafonner les prix de l'énergie acquittés par les consommateurs et les entreprises. Les cours du gaz et de l'électricité ayant fortement chuté par rapport aux sommets atteints en 2022, les hypothèses de la BCE semblent pour le moins prudentes en l'absence de nouveaux signes de nervosité sur les marchés du gaz et de l'électricité. Par ailleurs, dans ses projections, l'institution monétaire prévoit une flambée des prix alimentaires. Sur ce front, même si de nouvelles hausses ne peuvent pas être entièrement exclues, les pressions qui s'annoncent vont plutôt dans le sens d'une nette modération des prix, en tout cas dans les prochains mois. De ce point de vue également, les hypothèses d'inflation sont donc un peu surestimées à nos yeux.

**Le risque d'inflation induite par les salaires est a priori moins préoccupant qu'il y a quelques mois.** Une forte dynamique salariale pourrait certes freiner la désinflation, mais jusqu'à présent, l'évolution des salaires est conforme aux attentes (de la BCE) et nourrit peu les tensions inflationnistes. Elle a certes dépassé 5 % cette année à l'aune de la plupart des indicateurs, mais devrait ralentir progressivement en 2024 à mesure de la décade de l'inflation globale et de la détente du marché du travail. De surcroît, une part non négligeable de l'augmentation des salaires résulte d'une revalorisation ponctuelle, ce qui signifie que les travailleurs comme les employeurs savent que l'ajustement à la hausse n'est pour l'essentiel qu'un phénomène transitoire destiné à compenser la flambée des prix. D'après les estimations de la BCE, les salaires réels ne retrouveront pas leur niveau de 2019 avant 2025... Dès lors, ils peuvent difficilement être vus comme une source indépendante de pressions inflationnistes endogènes. Dans le même temps, les marges des entreprises – qui ont beaucoup alimenté l'inflation au cours de l'année écoulée – devraient se contracter, ce qui limitera la répercussion des coûts salariaux sur les prix à la consommation.

**Enfin, dernière bonne raison de considérer la hausse des taux intervenue en septembre comme la dernière du cycle : le durcissement de la politique monétaire passera également par un resserrement quantitatif plus marqué dans les mois et années à venir.** Ce resserrement quantitatif n'aura pas la même incidence sur la courbe que le relèvement des taux directeurs, ses effets se faisant davantage sentir sur les taux longs à travers la prime d'échéance et les déséquilibres entre demande et offre. Quoi qu'il en soit, il entraînera un durcissement plus global de la politique monétaire et des conditions de financement – et doit donc être analysé comme se substituant partiellement à des hausses de taux.

**En somme, nous considérons qu'un faisceau d'indices solide laisse penser que le relèvement de septembre clôture le cycle haussier.** Nous allons même jusqu'à avancer que cette hausse, couplée à nos propres anticipations en matière de croissance, d'inflation et de conséquences du resserrement quantitatif, pourrait conduire la BCE à une trajectoire plus proche de l'Everest que d'un plateau. Autrement dit, les taux pourraient être abaissés à bref délai, quand bien même le Conseil a exprimé son souhait et son intention de les maintenir longtemps à leur niveau actuel. Une révision à la baisse de la croissance (voire de l'inflation ?) en décembre prochain, puis, peut-être, en mars 2024, pourrait fort bien se solder par une première baisse dès le premier semestre 2024. À suivre !

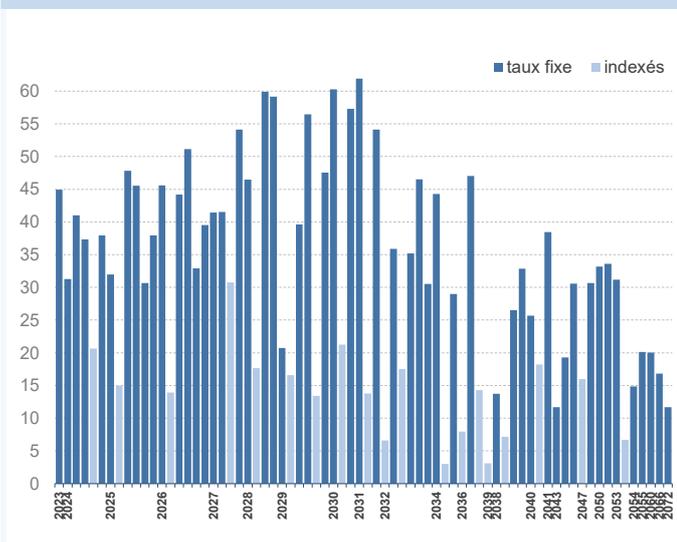
### CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Octobre 2023	date d'adjudication	2	9	16	23	30	19	5	19
	date de règlement	4	11	18	25	01/11	23	9	23
Novembre 2023	date d'adjudication	6	13	20	27	/	16	2	16
	date de règlement	8	15	22	29	/	20	6	20

Source : Agence France Trésor

### DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 31 AOÛT 2023

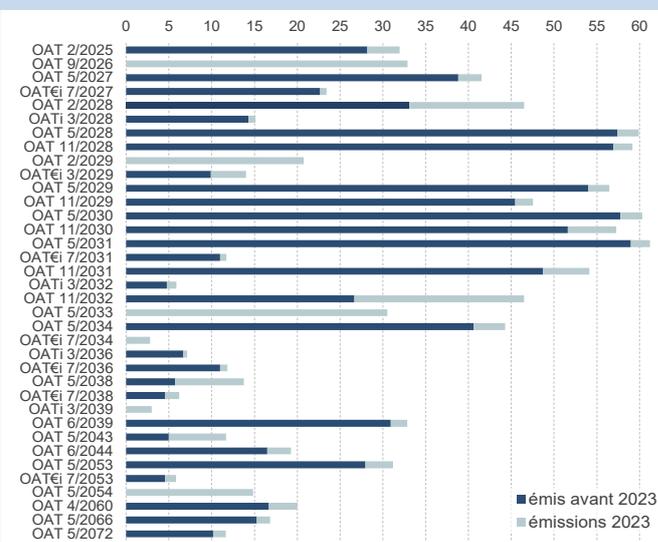
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 31 AOÛT 2023

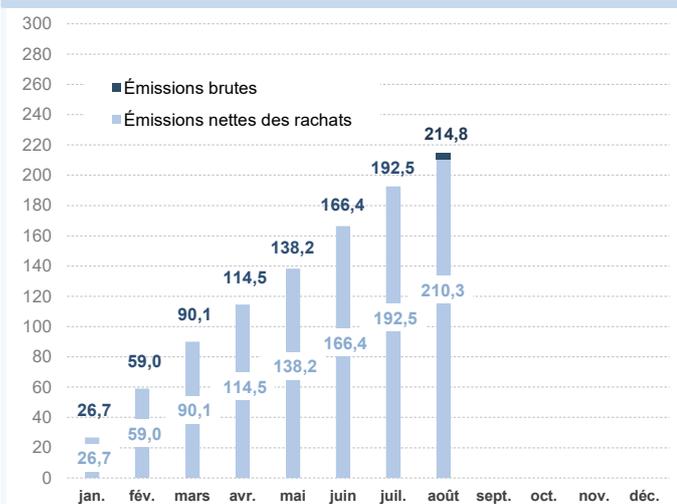
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### ÉMISSIONS AU 31 AOÛT 2023

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 31 AOÛT 2023

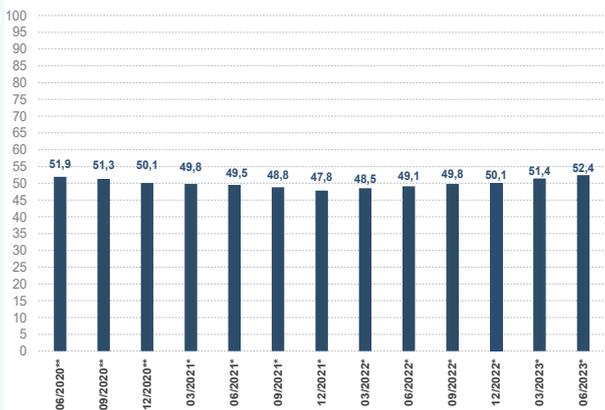
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
sept-23	0,7	
oct-23	8,3	44,9
nov-23	2,5	
déc-23		
janv-24		
févr-24	0,2	31,1
mars-24	0,1	38,0
avr-24	8,4	
mai-24	11,3	36,9
juin-24	0,7	
juil-24	2,2	21,1
août-24		

Source : Agence France Trésor

## DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2023

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



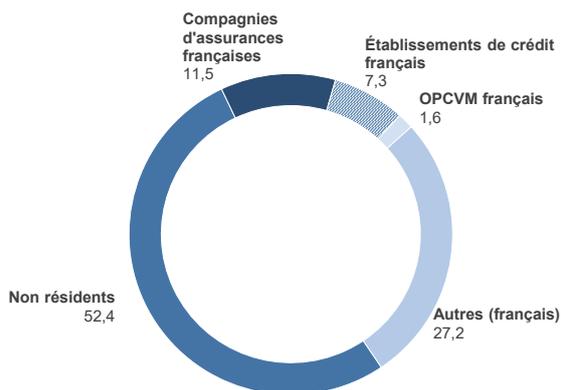
\* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

\*\* Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

## DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2023

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 31 AOÛT 2023

EN EUROS

<b>Total dette à moyen terme et long terme</b>	<b>2 243 102 926 435</b>
Encours démembré	49 013 071 400
Durée de vie moyenne	9 ans et 25 jours
<b>Total dette à court terme</b>	<b>167 342 000 000</b>
Durée de vie moyenne	130 jours
<b>Encours total</b>	<b>2 410 444 926 435</b>
<b>Durée de vie moyenne</b>	<b>8 ans et 169 jours</b>

Source : Agence France Trésor

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2019 AU 31 AOÛT 2023

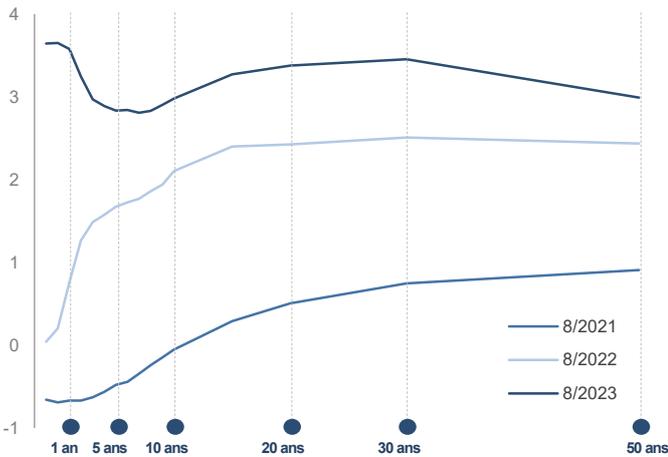
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2020	Fin 2021	Fin 2022	Fin juillet 2023	Fin aout 2023
<b>Encours de la dette négociable</b>	<b>2 001</b>	<b>2 145</b>	<b>2 278</b>	<b>2 389</b>	<b>2 410</b>
<i>dont titres indexés</i>	220	236	262	263	263
<b>Moyen et Long Terme</b>	<b>1 839</b>	<b>1 990</b>	<b>2 129</b>	<b>2 225</b>	<b>2 243</b>
<b>Court Terme</b>	<b>162</b>	<b>155</b>	<b>148</b>	<b>165</b>	<b>167</b>
<b>Durée de vie moyenne de la dette négociable</b>					
	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>
	73 jours	153 jours	184 jours	190 jours	169 jours

Source : Agence France Trésor

### COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

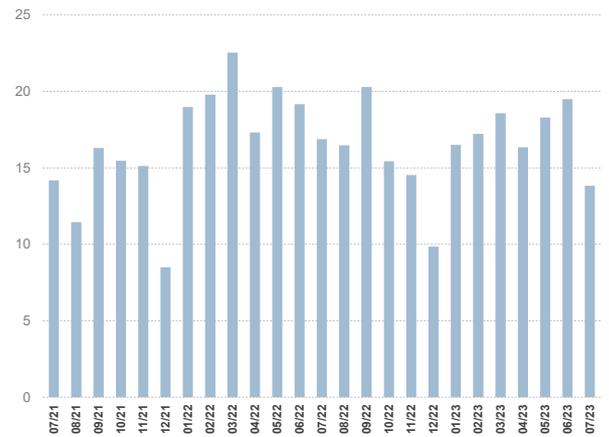
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

### VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

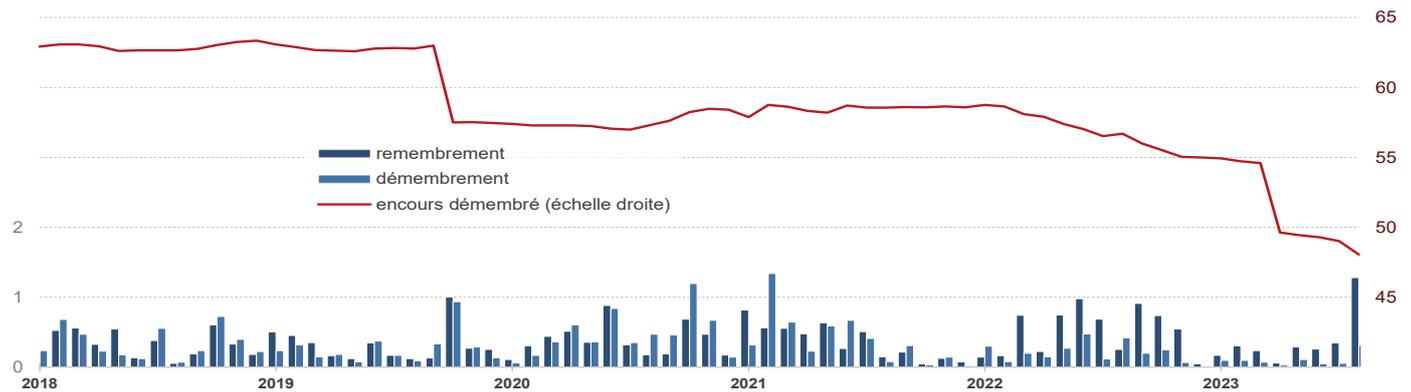
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

### MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBREMENT ET DE REMEMBREMENT

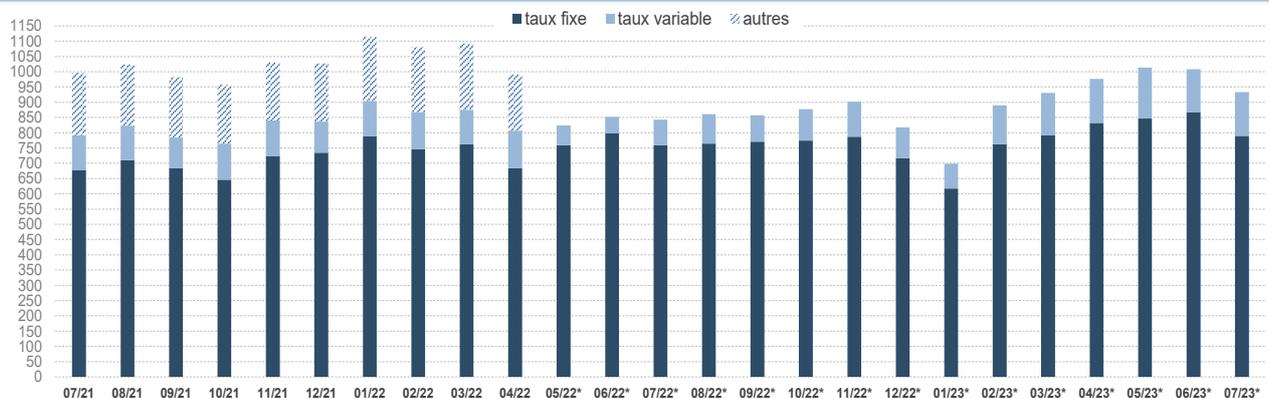
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

### ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



\*Nouveau format de collecte de données reposant notamment sur des encours en valeur faciale

Source : déclarations des SVT



AGENCE  
FRANCE TRÉSOR

**DETTE À COURT TERME AU 31 AOÛT 2023**

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0127317032	BTF 6 septembre 2023	6 597 000 000
FR0127921148	BTF 13 septembre 2023	5 396 000 000
FR0127921155	BTF 20 septembre 2023	9 367 000 000
FR0127921163	BTF 27 septembre 2023	5 434 000 000
FR0127462895	BTF 4 octobre 2023	6 936 000 000
FR0127921213	BTF 11 octobre 2023	5 538 000 000
FR0127921171	BTF 18 octobre 2023	7 595 000 000
FR0127921221	BTF 25 octobre 2023	5 438 000 000
FR0127462903	BTF 1 novembre 2023	6 485 000 000
FR0127921239	BTF 8 novembre 2023	4 527 000 000
FR0127921189	BTF 15 novembre 2023	6 972 000 000
FR0127921247	BTF 22 novembre 2023	4 566 000 000
FR0127462911	BTF 29 novembre 2023	12 535 000 000
FR0127921262	BTF 13 décembre 2023	6 999 000 000
FR0127921288	BTF 10 janvier 2024	7 392 000 000
FR0127613497	BTF 24 janvier 2024	8 829 000 000
FR0127921296	BTF 7 février 2024	1 702 000 000
FR0127613505	BTF 21 février 2024	6 668 000 000
FR0127613513	BTF 20 mars 2024	8 507 000 000
FR0127921064	BTF 17 avril 2024	8 376 000 000
FR0127921072	BTF 15 mai 2024	7 658 000 000
FR0127921080	BTF 12 juin 2024	7 855 000 000
FR0127921312	BTF 10 juillet 2024	9 628 000 000
FR0127921320	BTF 7 août 2024	6 342 000 000

**DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2023 - 2026) AU 31 AOÛT 2023**

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
<b>Échéance 2023</b>		<b>44 918 000 000</b>				
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	44 918 000 000				
<b>Échéance 2024</b>		<b>168 195 198 710</b>				
FR0014001N46	OAT 0,00% 25 février 2024	31 266 000 000				x
FR0013344751	OAT 0,00% 25 mars 2024	41 033 000 000				x
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	37 318 000 000				x
FR0011427848	OAT€i 0,25% 25 juillet 2024	20 617 198 710 (1)	1,24809	16 519 000 000		x
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	37 961 000 000				x
<b>Échéance 2025</b>		<b>208 833 793 748</b>				
FR0014007TY9	OAT 0,00% 25 février 2025	31 960 000 000				x
FR0012558310	OATi 0,10% 1 mars 2025	14 953 865 630 (1)	1,16891	12 793 000 000		x
FR0013415627	OAT 0,00% 25 mars 2025	47 814 000 000				x
FR0012517027	OAT 0,50% 25 mai 2025	45 530 000 000				x
FR0000571150	OAT 6,00% 25 octobre 2025	30 653 928 118				
FR0012938116	OAT 1,00% 25 novembre 2025	37 922 000 000				x
<b>Échéance 2026</b>		<b>227 263 067 000</b>				
FR0013508470	OAT 0,00% 25 février 2026	45 590 000 000				x
FR0013519253	OAT€i 0,10% 1 mars 2026	13 934 067 000 (1)	1,17093	11 900 000 000		x
FR0010916924	OAT 3,50% 25 avril 2026	44 202 000 000				
FR0013131877	OAT 0,50% 25 mai 2026	51 113 000 000				x
FR001400FYQ4	OAT 2,50% 24 septembre 2026	32 897 000 000				x
FR0013200813	OAT 0,25% 25 novembre 2026	39 527 000 000				x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

\* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

**DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2027 ET PLUS) AU 31 AOÛT 2023**

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
<b>Échéance 2027</b>		<b>167 856 136 530</b>				
FR0014003513	OAT 0,00% 25 février 2027	41 446 000 000				x
FR0013250560	OAT 1,00% 25 mai 2027	41 534 000 000				x
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	30 777 136 530 (1)	1,31341	23 433 000 000		
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	54 099 000 000				
<b>Échéance 2028</b>		<b>183 264 823 258</b>				
FR001400AIN5	OAT 0,75% 25 février 2028	46 492 000 000				x
FR0013238268	OATi 0,10% 1 mars 2028	17 652 755 190 (1)	1,16697	15 127 000 000		x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	35 068 068 (2)		46 232 603	-	
FR0013286192	OAT 0,75% 25 mai 2028	59 917 000 000				x
FR0013341682	OAT 0,75% 25 novembre 2028	59 168 000 000				x
<b>Échéance 2029</b>		<b>194 379 587 409</b>				
FR001400HI98	OAT 2,75% 25 février 2029	20 755 000 000				x
FR0013410552	OAT€i 0,10% 1 mars 2029	16 595 485 680 (1)	1,18252	14 034 000 000		x
FR0000571218	OAT 5,50% 25 avril 2029	39 618 880 458				
FR0013407236	OAT 0,50% 25 mai 2029	56 452 000 000				x
FR0000186413	OATi 3,40% 25 juillet 2029	13 428 221 271 (1)	1,46195	9 185 144 000		
FR0013451507	OAT 0,00% 25 novembre 2029	47 530 000 000				x
<b>Échéance 2030</b>		<b>138 803 685 600</b>				
FR0011883966	OAT 2,50% 25 mai 2030	60 294 000 000				x
FR0011982776	OAT€i 0,70% 25 juillet 2030	21 230 685 600 (1)	1,23205	17 232 000 000		x
FR0013516549	OAT 0,00% 25 novembre 2030	57 279 000 000				x
<b>Échéance 2031</b>		<b>129 818 257 750</b>				
FR0012993103	OAT 1,50% 25 mai 2031	61 915 000 000				x
FR0014001N38	OAT€i 0,10% 25 juillet 2031	13 769 257 750 (1)	1,17275	11 741 000 000		x
FR0014002WK3	OAT 0,00% 25 novembre 2031	54 134 000 000				x
<b>Échéance 2032</b>		<b>141 680 406 640</b>				
FR0014003N51	OATi 0,10% 1 mars 2032	6 607 109 960 (1)	1,12156	5 891 000 000		x
FR0014007L00	OAT 0,00% 25 mai 2032	35 865 000 000				x
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	17 509 974 080 (1)	1,51904	11 527 000 000		
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	35 192 322 600				
FR001400BKZ3	OAT 2,00% 25 novembre 2032	46 506 000 000				x
<b>Échéance 2033</b>		<b>30 508 000 000</b>				
FR001400H7V7	OAT 3,00% 25 mai 2033	30 508 000 000				x
<b>Échéances 2034 et plus</b>		<b>607 581 969 790</b>				
FR0013313582	OAT 1,25% 25 mai 2034	44 284 000 000				x
FR001400JI88	OAT€i 0,60% 25 juillet 2034	3 000 701 440 (1)	1,06559	2 816 000 000		x
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	29 004 000 000				
FR0013524014	OATi 0,10% 1 mars 2036	7 970 409 180 (1)	1,11834	7 127 000 000		x
FR0013154044	OAT 1,25% 25 mai 2036	47 051 000 000				x
FR0013327491	OAT€i 0,10% 25 juillet 2036	14 287 386 120 (1)	1,20844	11 823 000 000		x
FR0014009O62	OAT 1,25% 25 mai 2038	13 740 000 000				x
FR001400AQH0	OAT€i 0,10% 25 juillet 2038	7 165 597 810 (1)	1,15147	6 223 000 000		x
FR0010371401	OAT 4,00% 25 octobre 2038	26 534 000 000				
FR001400IKW5	OATi 0,55% 1 mars 2039	3 087 900 000 (1)	1,02930	3 000 000 000		x
FR0013234333	OAT 1,75% 25 juin 2039	32 852 000 000				x
FR0013515806	OAT 0,50% 25 mai 2040	25 660 000 000				x
FR0010447367	OAT€i 1,80% 25 juillet 2040	18 192 525 190 (1)	1,40711	12 929 000 000		
FR0010773192	OAT 4,50% 25 avril 2041	38 446 000 000				
FR001400CMX2	OAT 2,50% 25 mai 2043	11 681 000 000				x
FR0014002JM6	OAT 0,50% 25 juin 2044	19 273 000 000				x
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	30 557 000 000				x
FR0013209871	OAT€i 0,10% 25 juillet 2047	15 974 228 480 (1)	1,22624	13 027 000 000		x
FR0013257524	OAT 2,00% 25 mai 2048	30 644 000 000				x
FR0013404969	OAT 1,50% 25 mai 2050	33 195 000 000				x
FR0013480613	OAT 0,75% 25 mai 2052	33 622 000 000				x
FR0014004J31	OAT 0,75% 25 mai 2053	31 169 000 000				x
FR0014008181	OAT€i 0,10% 25 juillet 2053	6 714 221 570 (1)	1,15147	5 831 000 000		x
FR001400FTH3	OAT 3,00% 25 mai 2054	14 837 000 000				x
FR0010171975	OAT 4,00% 25 avril 2055	20 118 000 000				
FR0010870956	OAT 4,00% 25 avril 2060	20 029 000 000				
FR0013154028	OAT 1,75% 25 mai 2066	16 828 000 000				x
FR0014001NN8	OAT 0,50% 25 mai 2072	11 665 000 000				x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) valeur actualisée au 28 mars 2023; non offerte à la souscription

\* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.



### DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	1,5 %	07/2023
Consommation des ménages*, glissement annuel	-2,0 %	08/2023
Taux de chômage (BIT)	7,2 %	T2-2023
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	4,9 %	08/2023
• ensemble hors tabac	4,8 %	08/2023
Solde commercial, fab-fab, cvs	-7,8 Md€	07/2023
" "	-7,7 Md€	06/2023
Solde des transactions courantes, cvs	-2,0 Md€	07/2023
" "	0,3 Md€	06/2023
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	3,44 %	29/9/2023
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	3,97 %	29/9/2023
Euro / dollar	1,06	29/9/2023
Euro / yen	158,01	29/9/2023

### SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

EN MILLIARDS D'EUROS

	2021	2022	niveau à la fin juillet		
			2021	2022	2023
Solde du budget général	-171,52	-158,20	-148,51	-110,11	-141,20
Recettes	324,95	354,74	156,02	192,91	178,05
Dépenses	496,47	512,94	304,52	303,01	319,25
Solde des comptes spéciaux du Trésor	0,79	6,73	-18,13	-21,11	-27,79
Solde général d'exécution	-170,74	-151,44	-166,64	-131,22	-168,99

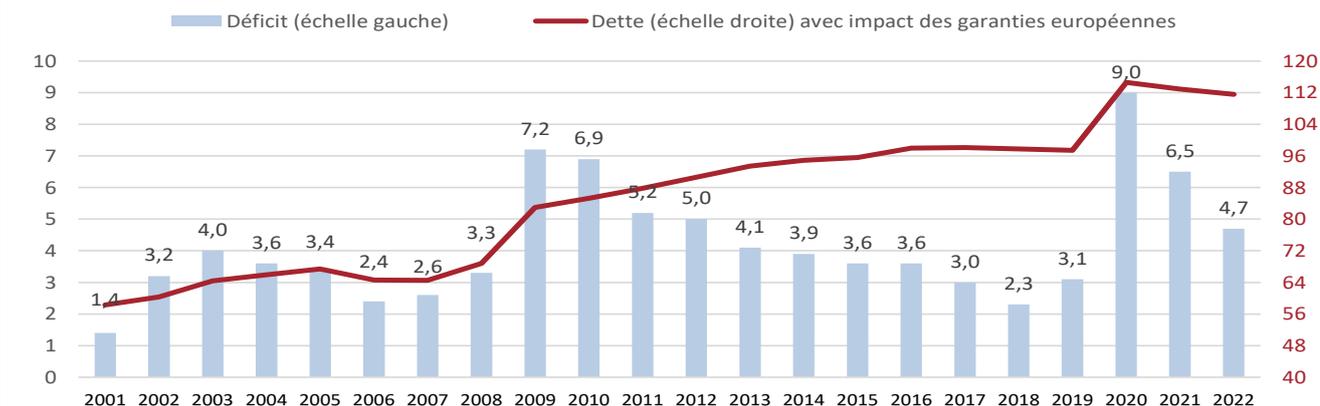
\* produits manufacturés

Sources : Insee, MEFSIN, Banque de France

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

### FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

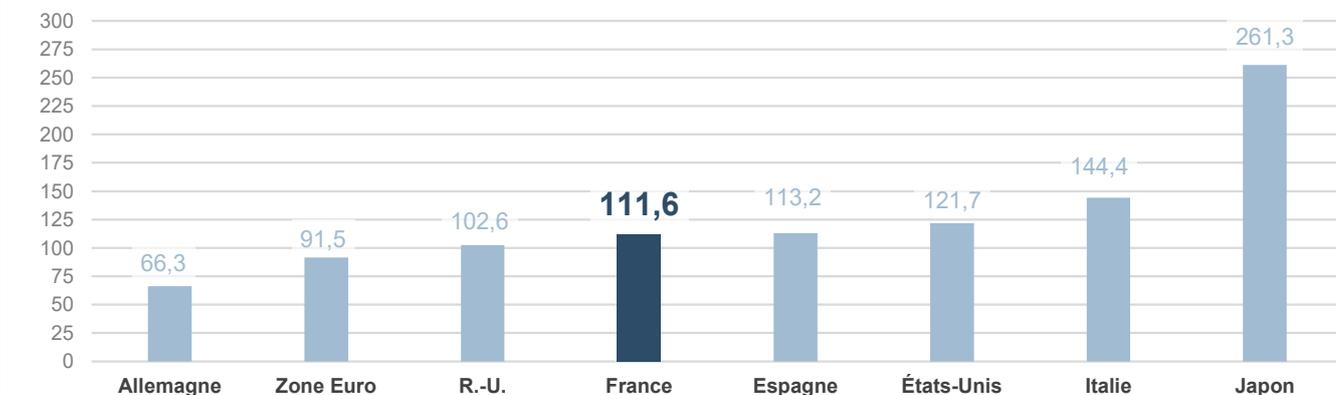
EN % DU PIB



Source : Insee

### DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2022

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

OCTOBRE 2023 

<b>5</b> Indice de la production industrielle en août	<b>6</b> Balance des paiements	<b>6</b> Commerce extérieur en valeur en août	<b>13</b> Indice des prix à la consommation en septembre - résultats définitifs	<b>13</b> Réserves nettes de change en septembre	<b>18</b> Inflation de la zone euro (IPCH) : indice définitif de septembre
<b>19</b> Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en octobre	<b>27</b> Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en octobre	<b>31</b> Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en septembre	<b>31</b> Comptes nationaux trimestriels - premières estimations T3	<b>31</b> Dépenses de consommation de ménages en biens en septembre	<b>31</b> Indice des prix à la consommation en octobre - résultats provisoires
<b>31</b> Inflation de la zone euro (IPCH) : indice provisoire en octobre					

NOVEMBRE 2023 

<b>3</b> Emploi salarié : premières estimations	<b>3</b> Indice de la production industrielle en septembre	<b>8</b> Balance des paiements	<b>8</b> Commerce extérieur en valeur en septembre	<b>15</b> Réserves nettes de change en octobre	<b>15</b> Taux de chômage au sens du BIT
<b>15</b> Indice des prix à la consommation en octobre - résultats définitifs	<b>17</b> Inflation de la zone euro (IPCH) : indice définitif de octobre	<b>23</b> Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en novembre	<b>28</b> Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en novembre	<b>29</b> Emploi salarié : résultats définitifs	<b>30</b> Comptes nationaux trimestriels - résultats définitifs T3
<b>30</b> Dépenses de consommation de ménages en biens en octobre	<b>30</b> Indice des prix à la consommation en novembre - résultats provisoires	<b>30</b> Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en octobre	<b>30</b> Inflation de la zone euro (IPCH) : indice provisoire en novembre		

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Cyril Rousseau  
 Rédaction : Agence France Trésor  
 Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

[www.aft.gouv.fr](http://www.aft.gouv.fr)

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> •  

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « [contact@aft.gouv.fr](mailto:contact@aft.gouv.fr) ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».



AGENCE  
FRANCE TRÉSOR